
Titres négociables à court terme

(Negotiable European Commercial Paper - NEU CP)¹

Programme non garanti

DOCUMENTATION FINANCIERE (DF)	
Nom du programme	ENGIE, NEU CP
Nom de l'émetteur	ENGIE
Type de programme	NEU CP
Plafond du programme (en euro)	5.000.000.000 Euros
Garant	Sans objet
Notation du programme	Noté par agences: <ul style="list-style-type: none">- Standard & Poor's- Moody's- Fitch
Arrangeur	Sans objet
Conseil (s) à l'introduction	Sans objet
Conseil (s) juridique (s)	Sans objet
Agent(s) domiciliataire(s)	BNP Paribas
Agent(s) placeur(s)	Aurel BGC, BNP Paribas, BRED Banque Populaire, Crédit Agricole CIB, Crédit Industriel et Commercial, HPC, ING Belgium SA/NV, KBC Bank, Natixis, Tullet Prebon (Europe) Limited, Société Générale, TSAF OTC, GFI Securities, Kepler Cheuvreux, Crédit Mutuel Arkea, et ENGIE
Date de signature de la documentation financière	02/07/2020
Mise à jour par avenant	Sans objet

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/financements-de-marche/marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION		
Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 6 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures		
1.1	Nom du programme	ENGIE, NEU CP
1.2	Type de programme	NEU CP
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur	ENGIE
1.4	Type d'émetteur	Entreprise non financière
1.5	Objet du programme	Optionnel*
1.6	Plafond du programme (en Euro)	5.000.000.000 Euros ou sa contre-valeur en toute autre devise autorisée
1.7	Forme des titres	Les Neu CP sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.
1.8	Rémunération	<p>La rémunération est libre.</p> <p>Si l'émetteur émet des NEU CP dont la rémunération est liée à un indice, ou à une clause d'indexation, l'émetteur n'émettra que des NEU CP dont la rémunération est liée à un indice usuel de marché monétaire tel que, et restreint à : Euribor, Libor, EONIA ou €STER.</p> <p>A leur date de maturité, le principal des NEU CP doit toujours être égal au pair. Les taux des NEU CP peuvent être négatifs en fonction des taux fixes ou de l'évolution des indices usuels du marché monétaire applicables au calcul de leur rémunération. Dans ce cas, les montants remboursés au titre des NEU CP peuvent être inférieurs au pair.</p> <p>Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération du NEU CP à court terme seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat.</p>
1.9	Devises d'émission	Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission
1.10	Maturité	<p>L'échéance des NEU CP sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de ces titres ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Les NEU CP peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.</p> <p>Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et ou du détenteur). Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et / ou du détenteur).</p>

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

		L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de NEU CP, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée. En tout état de cause, la durée de tout NEU CP à court terme assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission du dit NEU CP.
1.11	Montant unitaire minimal des émissions	150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission
1.12	Dénomination minimale des Titres de créances négociables	En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des titres de créances négociables émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission
1.13	Rang	Optionnel*
1.14	Droit applicable au programme	Droit français
1.15	Admission des TCN sur un marché réglementé	Non
1.16	Système de règlement-livraison d'émission	Euroclear France ou ID2S
1.17	Notation(s) du programme	Noté par Standard & Poor's, Moody's, et Fitch Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées (adresses disponibles en Annexe 1) afin de consulter la notation en vigueur.
1.18	Garantie	Sans objet
1.19	Agent(s) domiciliataire(s) (liste exhaustive)	BNP Paribas
1.20.	Arrangeur	Optionnel*
1.21	Mode de placement envisagé	Les NEU CP seront vendus soit en direct par l'Emetteur, soit par l'intermédiaire des Agents Placeurs nommés par lui, et qui sont pour le moment : Aurel BGC, BNP Paribas, BRED Banque Populaire, Crédit Agricole CIB, Crédit Industriel et Commercial, HPC, ING Belgium SA/NV, KBC Bank, Natixis, Tullet Prebon (Europe) Limited, Société Générale, TSAF OTC, GFI Securities, Kepler Cheuvreux, et Crédit Mutuel Arkea. L'Emetteur pourra, cependant, ultérieurement remplacer un Agent Placeur, assurer lui-même le placement ou nommer d'autres Agents Placeurs; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Emetteur.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

1.22	Restrictions à la vente	<p><u>Restrictions générales</u></p> <p>Aucune mesure n'a été ou ne sera prise par l'Émetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial ou détenteur subséquent des NEU CP émis dans le cadre du Programme permettant l'offre au public des NEU CP, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux NEU CP, dans un pays ou territoire où la distribution de tels documents serait contraire aux lois et règlements. L'Émetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial ou détenteur subséquent des NEU CP émis dans le cadre du Programme ne pourra offrir ou vendre les NEU CP, directement ou indirectement, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans ces pays.</p> <p>L'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial ou détenteur subséquent de NEU CP s'engage à respecter, dans toute la mesure du possible, les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il achète, offre ou vend les NEU CP ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux NEU CP et à obtenir tout consentement, accord ou permission nécessaire à l'achat, l'offre ou la vente de NEU CP conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables et du pays ou territoire où il réalise cet achat, offre ou vente. Ni l'Émetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de NEU CP n'encourent de responsabilité à ce titre ni ne sera responsable du non-respect de ces lois ou règlements par l'un des autres détenteurs de NEU CP.</p> <p>Aucun Agent Placeur, aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent des NEU CP n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les NEU CP ou distribuera la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux NEU CP, de ou dans un pays ou territoire sauf dans des conditions où toutes les lois et règlements applicables seront respectés et qui ne mettront aucune obligation à la charge de l'Émetteur. Chacun des détenteurs futurs des NEU CP est réputé avoir connaissance, accepter et s'engage à respecter dès la date d'acquisition des NEU CP, les présentes restrictions.</p>
1.23	Taxation	Optionnel*
1.24	Implication d'autorités nationales	Banque de France
1.25	Contact (s)	<p>Tel : +33 1 44 22 25 02 E-Mail : sergio.val@engie.com</p> <p>Tel : +32 2 510 75 29 E-mail : gregoire.dethier@engie.com</p>
1.26	Informations complémentaires relatives au programme	Optionnel*
1.27	Langue de la documentation financière faisant foi	La présente documentation financière rédigée en français fait foi. Une traduction anglaise de celle-ci est produite ci-après pour seule information.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et Article 7, 3° de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

2.1	Dénomination sociale de l'émetteur	ENGIE
2.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	<p>La société est une société anonyme soumise aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés anonymes, sous réserve des lois spécifiques la régissant, et aux présents statuts. Les lois spécifiques régissant la société sont notamment la loi n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie, la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie ainsi que l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation.</p> <p>Juridiction : Tribunal de Commerce de Nanterre</p>
2.3	Date de constitution	Gaz de France a été constitué le 8 avril 1946, a pris la dénomination GDF SUEZ en date du 22 juillet 2008, pour enfin prendre la dénomination ENGIE en date du 29 juillet 2015
2.4	Siège social et principal administratif (si différent)	Siège social : 1 place Samuel de Champlain 92400 Courbevoie France
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés	L'Emetteur est enregistré au RCS Nanterre sous le numéro 542 107 651. n° LEI : LAXUQCHT4FH58LRZDY46
2.6	Objet social résumé	L'Emetteur a pour objet la gestion et la mise en valeur de ses actifs présents et futurs, en tous pays, par tous moyens.
2.7	Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur	<p>La société a pour objet la gestion et la mise en valeur de ses actifs présents et futurs, en tous pays, par tous moyens, et notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none">- prospecter, produire, traiter, importer, exporter, acheter, transporter, stocker, distribuer, fournir, commercialiser du gaz combustible, de l'électricité ainsi que toute énergie ;- réaliser le négoce de gaz, d'électricité ainsi que de toute énergie ;- fournir des services de manière connexe aux activités précitées ;- assurer les missions de service public qui lui sont assignées par la législation et la réglementation en vigueur, en particulier par le Code de l'énergie, la loi n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie, la loi n°2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;- étudier, concevoir et mettre en oeuvre tous projets et tous travaux publics ou privés pour le compte de toutes collectivités et particuliers ; préparer et conclure tous traités, contrats et marchés se rapportant à l'exécution de ces projets et de ces travaux ;- participer directement ou indirectement à toutes opérations ou activités de toute nature pouvant se rattacher à l'un des objets précités, ou de nature à assurer le développement du

		<p>patrimoine social y compris des activités de recherche et d'ingénierie, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt et de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises ou sociétés, existantes ou à créer, de fusion, d'association ou de toute autre manière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - créer, acquérir, louer, prendre en location-gérance tous meubles, immeubles et fonds de commerce, prendre à bail, installer, exploiter tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant à l'un des objets précités ; - prendre, acquérir, exploiter, concéder ou céder tous procédés, brevets et licences de brevets concernant les activités se rapportant à l'un des objets précités ; - obtenir, acquérir, prendre à bail et exploiter, principalement au travers de filiales et participations, toutes concessions et entreprises relatives à l'alimentation des villes en eau potable ou industrielle, à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées, aux opérations de dessèchement et d'assainissement, à l'irrigation et à l'établissement de tous ouvrages de transport, de protection et de retenue d'eau ainsi que toutes activités de vente et de service aux collectivités et aux particuliers dans l'aménagement des villes et la gestion de l'environnement ; - et plus généralement réaliser toutes opérations et activités de toute nature, industrielle, commerciale, financière, mobilière ou immobilière, y compris de services notamment l'intermédiation d'assurance comme mandataire ou mandataire délégué, à titre de complément ou autonome, ou de recherche, ces opérations et activités se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un quelconque des objets précités, à tous objets similaires, complémentaires ou connexes ainsi qu'à ceux de nature à favoriser le développement des affaires de la société. <p>Pour plus de détails sur l'activité de l'Emetteur, merci de se référer aux pages 5 à 40 du Document d'Enregistrement Universel 2019.</p> <p>Les informations financières pour 2019 sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la page 195 à la page 396.</p>
2.8	Capital	Au 31 décembre 2019, le capital social de ENGIE s'établit à 2 435 285 011 euros, divisé en 2 435 285 011 actions entièrement libérées de 1 euro de nominal chacune.
2.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré	Le capital est entièrement souscrit et libéré.
2.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré	Néant
2.9	Répartition du capital	<p>Au 31 décembre 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat français : 23,64% <p>Aucun autre actionnaire ne détient au moins 5% du capital social de l'Emetteur.</p>
2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de	Les actions ENGIE sont cotées à l'Eurolist d'Euronext Paris (compartiment A) sous le code ISIN FR0010208488 et le code mnémorique ENGI ; elles sont également cotées à Euronext


	l'émetteur négociés	sont	Bruxelles. https://www.euronext.com/fr/products/equities/FR0010208488-XPAP
2.11	Composition de la direction		<p>La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de 13 membres, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 6 Administrateurs désignés par l'Assemblée Générale des actionnaires conformément aux dispositions du Code de commerce sur les sociétés anonymes : <ul style="list-style-type: none"> • Jean-Pierre Clamadieu, Président du Conseil ° • Fabrice Brégier ° • Françoise Malrieu ° • Ross McInnes ° • Marie-José Nadeau ° • Lord Ricketts of Shortlands ° ➤ 1 Administrateur représentant de l'Etat conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation <ul style="list-style-type: none"> • Isabelle Bui ➤ 2 Administrateurs proposés par l'État français, conformément aux articles 6 de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 ; <ul style="list-style-type: none"> • Patrice Durand • Mari-Noëlle Jégo-Laveissière ➤ 3 Administrateurs représentant les salariés et 1 Administrateur représentant les salariés actionnaires, en application des dispositions des articles L225-23 et L225-27 et suivants du Code de Commerce : <ul style="list-style-type: none"> • Christophe Agogué • Alain Beullier • Philippe Lepage • Christophe Aubert <p>Un commissaire du gouvernement français (Michel Laurent) ou un Commissaire du gouvernement français suppléant (Anne-Florie Coron) assistent également aux réunions du Conseil d'Administration, disposant chacun d'une voix consultative.</p> <p>(° Administrateur indépendant)</p>
2.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)		Au 31 décembre 2019, les états financiers consolidés annuels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne.
2.13	Exercice comptable		Du 01/01 au 31/12
2.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes		14/05/2020

	annuels de l'exercice écoulé	
2.14	Exercice fiscal	Du 01/01 au 31/12
2.15	Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur	
2.15.1	Commissaires aux comptes	<p>Commissaires aux comptes titulaires :</p> <p>Ernst & Young et Autres 1/2, place des Saisons, 92400 Courbevoie – Paris La Défense 1</p> <p>Deloitte & Associés 185, avenue Charles-de-Gaulle, 92524 Neuilly-sur-Seine</p> <p>Suppléants :</p> <p>AUDITEX (suppléant de Ernst & Young et Autres) 1/2, place des Saisons, 92400 Courbevoie - Paris La Défense 1</p> <p>BEAS (suppléant de Deloitte & Associés) 6 place de la Pyramide, 92908 Paris-La Défense Cedex</p>
2.15.2	Rapport des commissaires aux comptes	<p>Les rapports des Commissaires apparaissent :</p> <p>Année 2019 : comptes annuels page 392 et comptes consolidés page 340 du <i>Document d'Enregistrement Universel 2019</i></p> <p>Année 2018 : comptes annuels page 392 et comptes consolidés page 339 du <i>Document de Référence 2018</i></p>
2.16	Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger	Programme de US Commercial Paper de USD 4.500.000.000. Programme de Euro Medium Term Note de EUR 25.000.000.000.
2.17	Notation de l'émetteur	Noté par Standard & Poor's, Moody's et Fitch
2.18	Information complémentaire sur l'émetteur	Optionnel*

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures

<i>Certification des informations fournies pour l'émetteur</i>		
3.1	Nom et fonction de la ou des personne(s) responsable(s) de la documentation financière portant sur le programme NEU CP	Sergio Val Directeur Financier Adjoint
3.2	Déclaration pour chaque personne responsable de la documentation financière portant sur le programme NEU CP	À ma connaissance, les données de la documentation financière, y compris le résumé en anglais, sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ni d'indications fausses ou de nature à induire en erreur.
3.3	Date, lieu et signature	Fait à Paris, le 2 juillet 2020 

ANNEXES		
Annexe I	Notation du programme d'émission	<p>Notation STANDARD & POOR'S La notation attribuée au programme par Standard & Poor's peut être consultée à l'adresse web suivante:</p> <p>https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/details/-/instrument-details/debtType/COMMPAPER/entityId/100916</p> <p>MOODY'S INVESTORS SERVICE La notation attribuée au programme par Moody's peut être consultée à l'adresse web suivante :</p> <p>https://www.moodys.com/credit-ratings/ENGIE-SA-credit-rating-308000</p> <p>Fitch La notation attribuée au programme par Fitch peut être consultée à l'adresse web suivante :</p> <p>https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/80361337#</p>
Annexe II	Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu²	<p>Document d'Enregistrement Universel ENGIE relatif à l'exercice 2019 - site web ENGIE : Consulter l'adresse web suivante https://www.engie.com/investisseurs/documents-de-reference et cliquer sur «Document d'enregistrement universel 2019»</p> <p>Document de Référence ENGIE relatif à l'exercice 2018 - site web ENGIE : Consulter l'adresse web suivante https://www.engie.com/investisseurs/documents-de-reference et cliquer sur «Document de référence 2018»</p>
Annexe III	Avenant daté sous format électronique et papier (signé)	Sans objet

² Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.

The below Information Memorandum is a free English translation of the French Documentation Financière provided above.

Negotiable commercial paper (Negotiable European Commercial Paper - NEU CP)¹

Not guaranteed programme

INFORMATION MEMORANDUM	
Name of the programme	ENGIE, NEU CP
Name of the issuer	ENGIE
Type of programme	Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) Programme, under the French law
Programme size	5.000.000.000 Euros
Guarantor(s)	None
Rating(s) of the programme	Rated by: <ul style="list-style-type: none">- Standard & Poor's- Moody's- Fitch
Arranger(s)	None
Issuing and paying agent(s) (IPA)	BNP Paribas
Dealer(s)	Aurel BGC, BNP Paribas, BRED Banque Populaire, Crédit Agricole CIB, Crédit Industriel et Commercial, HPC, ING Belgium SA/NV, KBC Bank, Natixis, Tullet Prebon (Europe) Limited, Société Générale, TSAF OTC, GFI Securities, Kepler Cheuvreux, Crédit Mutuel Arkea, and ENGIE
Date of the Information Memorandum	02/07/2020
Update by amendment (if required)	Not applicable

Drawn up pursuant to articles L 213-1A to L 213-4-1 of the French monetary and financial Code

A copy of the information memorandum is sent to :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

The Banque de France invites the reader to see the general conditions related to the use of informations regarding negotiable commercial paper:

<https://www.banque-france.fr/en/monetary-policy/market-financing/commercial-paper-and-medium-term-note-market-neu-cp-neu-mtn>

¹ Trade name of the notes defined in article D.213-1 of the French monetary and financial code

1. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME		
Article D. 213-9, II, 1° and D 213-11 of the Monetary and Financial Code and Article 6 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
1.1	Name of the programme	ENGIE, NEU CP
1.2	Type of programme	NEU CP
1.3	Name of the Issuer	ENGIE
1.4	Type of issuer	Non-financial corporation
1.5	Purpose of the programme	Optional*
1.6	Programme size (maximum outstanding amount)	5.000.000.000 Euros or its equivalent in other currencies
1.7	Form of the notes	In bearer form
1.8	Yield basis	<p>Remuneration is unrestricted.</p> <p>However, if the Issuer proceeds with the issuance of NEU CP's whose remuneration is linked to an index or varies with an index clause, such NEU CP's shall only carry a remuneration linked to an usual money market index, like and limited to: Euribor, Libor, EONIA or €STER.</p> <p>At their maturity date, the principal of the NEU CP shall always equal par. The remuneration of the NEU CP may be negative depending on the fixed rates or the trend of the usual money market indexes applicable to the calculation of the remuneration. In this case, redemption amounts of the NEU CP may be below par.</p> <p>In the case of an issue of NEU CP embedding an option of early redemption, extension or repurchase, as mentioned in paragraph 1.10 below, the conditions of remuneration of such NEU CP will be set at when the said NEU CP will be initially issued and shall not be further modified, including when such an embedded option of early redemption, extension or repurchase will be exercised.</p>
1.9	Currencies of issue of the notes	Euro or any other currency authorized by applicable regulations in force in France at the time of the issue
1.10	Maturity of the notes	<p>The term (maturity date) of the NEU CP shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which imply that, at the date hereof, the term of the NEU CP shall not be longer than one year (365 days or 366 days in a leap year) from the issue date. The NEU CP may be redeemed before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France.</p> <p>The NEU CP issued under the Programme may carry one or more embedded option(s) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).</p> <p>The NEU CP issued under the Programme may also carry one or more embedded option(s) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder,</p>

* Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

		<p>or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).</p> <p>An option of early redemption, extension or repurchase of NEU CP, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of NEU CP.</p> <p>In any case, the overall maturity of any NEU CP embedded with one or several of such clauses, shall always - all options of early redemption, extension or repurchase included – conform to laws and regulations in force in France at the time of the issue.</p>
1.11	Minimum issuance amount	150,000 Euros or its equivalent in other currencies
1.12	Minimum denomination of the notes	150,000 Euros or its equivalent in other currencies.
1.13	Status of the notes	Optional*
1.14	Governing law that applies to the Notes	French Law
1.15	Listing of the Notes/Admission to trading on a regulated market	No
1.16	Settlement system	Euroclear France or ID2S
1.17	Rating(s) of the programme	<p>Rated by Standard & Poor's, Moody's Investors Service, and Fitch</p> <p>Ratings can come under review at any time by Rating Agencies. Investors are invited to refer to the websites of the relevant Rating Agencies (addresses available in Appendix 1) in order to have access to the latest rating</p>
1.18	Guarantor	None
1.19	Issuing and paying agent(s) (IPA)	BNP Paribas
1.20	Arranger	Optional**
1.21	Placement method	<p>The NEU CP's will be sold either directly by the Issuer, or through placement agents (each a "Dealer") appointed from time to time by the Issuer.</p> <p>The Dealers are currently: Aurel BGC, BNP Paribas, BRED Banque Populaire, Crédit Agricole CIB, Crédit Industriel et Commercial, HPC, ING Belgium SA/NV, KBC Bank, Natixis, Tullet Prebon (Europe) Limited, Société Générale, TSAF OTC, GFI Securities, Kepler Cheuvreux, and Crédit Mutuel Arkea.</p> <p>The Issuer may subsequently elect to replace any dealer, proceed to direct placement, or appoint other dealers; an updated list of such dealers shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.</p>
1.22	Selling restrictions	<p><u>General Restrictions</u></p> <p>No action has been taken or will be taken by the Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any subsequent holder of the NEU CP issued under the Programme that would or is intended to permit a public offering of the NEU CP or the possession or distribution of the <i>Documentation Financière</i> or of any other document relating to the NEU CP in any country</p>

* Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

		<p>or jurisdiction where such distribution may result in the violation of applicable laws and regulations. The Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any subsequent holder of the NEU CP issued under the Programme, may only offer or sell the NEU CP, directly or indirectly, in compliance with applicable laws and regulations in such country or jurisdiction.</p> <p>The Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any subsequent holder of the NEU CP must, to the best of its knowledge, comply with all applicable laws and regulations in force in any country or jurisdiction in which it purchases, offers or sells the NEU CP or possesses or distributes the <i>Documentation Financière</i> or any other document relating to the NEU CP and must obtain any consent, approval or permission required by it for the purchase, offer or sale of NEU CP under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such purchases offers or sales. Neither the Issuer, nor any Dealer nor any initial subscriber nor any subsequent holder shall have any responsibility in that respect, nor will any of the aforementioned persons be responsible for any violation of applicable laws and regulations committed by any other holder of NEU CP.</p> <p>None of any Dealer, any initial subscriber and any subsequent holder of the NEU CP will either offer, sell or deliver, directly or indirectly, any NEU CP or distribute <i>Documentation Financière</i> or any other document relating to the NEU CP in or from any country or jurisdiction except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations and which will not impose any obligations on the Issuer.</p> <p>Each subsequent holder of NEU CP shall be deemed to have knowledge of, to accept, and to agree to be bound by, the above restrictions as from the date of acquisition of the NEU CP by such subsequent holder.</p>
1.23	Taxation	Optional*
1.24	Involvement of national authorities	Banque de France
1.25	Contact details of the person(s) in charge of the issuing programme	<p>Tel : +33 1 44 22 25 02 E-Mail : sergio.val@engie.com</p> <p>Tel : +32 2 510 75 29 E-mail : gregoire.dethier@engie.com</p>
1.26	Additional information on the programme	Optional*
1.27	Language of the <i>Documentation Financière</i>	The present English translation of the <i>Documentation Financière</i> is provided for information purpose only. The French version of financial documentation shall prevail.

* Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation


2. DESCRIPTION OF THE ISSUER		
Article D. 213-9, II, 2° of the French Monetary and Financial Code and Article 7, 3° of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
2.1	Legal name	ENGIE
2.2	Legal form/status, governing law of the issuer and competent courts	The company is a <i>société anonyme</i> subject to the legislative and regulatory provisions applicable to this type of company, the laws specific to its governance, and these by-laws. The specific laws governing the company are law N° 46-628 dated April 8, 1946, on the nationalization of electricity and gas, law N° 2003-8 dated January 3, 2003, on the gas and electricity markets and public energy services, law N° 2004-803 dated August 9, 2004, on public electricity and gas services and electricity and gas companies, law N° 2006-1537 dated December 7, 2006, on the energy sector and ordinance N° 2014-948 dated August 20, 2014 relating to governance and operations on the capital of the <i>sociétés à participation</i> . The company is registered in the Nanterre Trade and Companies Register.
2.3	Date of incorporation	Gaz de France was established on April 8th, 1946, changed its corporate name to GDF SUEZ on July 22th, 2008 and finally to ENGIE on July 29th, 2015
2.4	Registered office or equivalent (legal address) and main administrative office	Registered Office: 1 place Samuel de Champlain 92400 Courbevoie France
2.5	Registration number, place of registration	The Issuer is registered at the <i>Registre de Commerce de Nanterre</i> with number 542 107 651 n° LEI : LAXUQCHT4FH58LRZDY46
2.6	Issuer's mission summary	To manage and exploit its assets present and future, in all countries and by all means.
2.7	Brief description of current activities	The purpose of the company are to manage and exploit its assets, present and future, in all countries and by all means, and in particular: <ul style="list-style-type: none"> - prospecting, producing, processing, importing, exporting, purchasing, transporting, storing, distributing, supplying and marketing gas fuel, electricity and all other forms of energy; - trading in gas, electricity and all other forms of energy; - supplying services associated with the abovementioned activities; - carrying out the public service duties imposed on it by the applicable legislation and regulations, in particular the Energy Code, the law N° 46-628 dated April 8, 1946, on the nationalization of electricity and gas, law N° 86-912 dated August 6, 1986, law N° 2003-8 dated January 3, 2003, on the gas and electricity markets and public energy services, law N° 2004-803 dated August 9, 2004, on public electricity and gas services and electricity and gas companies; - studying, designing and carrying out all projects and all public or private works on behalf of all collective bodies and private individuals; preparing and concluding all treaties, contracts and transactions concerning the carrying out of said projects and works; - participating directly or indirectly in all operations or activities of any kind that may be associated with any of the abovementioned objects, or that are of a nature to assure the development of the company's assets, including research and engineering work, by way of setting

		<p>up new companies or enterprises, contributing, subscribing or purchasing shares or rights in companies, and acquiring stakes and participations of any kind whatsoever in all enterprises or companies, existing or yet to be set up, or by merger, association or in any other way;</p> <ul style="list-style-type: none"> - creating, acquiring, renting or leasing of any personal and real property and business; leasing, setting up and operating all establishments, businesses, factories or workshops related to any of the preceding objects; - registering, acquiring, exploiting, conceding or transferring all processes, patents and licenses concerning activities related to any of the objects mentioned above; - obtaining, acquiring, leasing or operating, principally through subsidiaries or participating interests, all concessions and enterprises concerning the supply of drinking or industrial water to cities, the drainage and purification of waste water, desiccation and sanitation or irrigation operations, and the construction of any structure for the transport, protection and storage of water, together with all sales and service activities provided to collective bodies and private individuals in urban development and management of the environment; - and more generally carrying out all operations and activities of any kind, whether industrial, commercial, or financial, concerning movable property or real estate, including services such as insurance mediation either as agent or as authorized agent, either jointly or independently, together with research activities, where such operations or activities are related directly or indirectly, in whole or in part, to any of the aforementioned objects or any similar, complementary or related objects, or any objects that are of a nature to promote the development of the company's business. <p>For more details about activities of the Issuer, please refer to pages 5 to 40 of its Universal Registration Document 2019.</p> <p>Main financial information, please refer to pages 195 to 396 of Universal Registration Document 2019.</p>
2.8	Capital	As of December 31, 2019, the stock capital of ENGIE is EUR 2 435 285 011, composed of 2 435 285 011 fully paid shares of 1 euro nominal each.
2.8.1	Amount of capital subscribed and fully paid	The stock capital is fully subscribed and paid.
2.8.2	Amount of capital subscribed and not fully paid	None
2.9	List of main shareholders	<p>On December 31, 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - French State : 23,64% <p>No other shareholder holds at least 5% of the capital of the Issuer.</p>

2.10	Regulated markets in the European Economic Area on which the shares or debt securities of the issuer are listed	Shares of ENGIE are listed on the Euronext Paris Eurolist market, (Compartment A), under ISIN Code FR0010208488 and ticker ENGI. They are also listed on Euronext Brussels. https://www.euronext.com/fr/products/equities/FR0010208488-XPAR
2.11	Composition of governing bodies and supervisory bodies	The Company is managed by a Board of Directors composed of 13 members, including: <ul style="list-style-type: none"> ➤ 6 Directors appointed by the General Shareholders' Meeting pursuant to the provisions of the French Commercial Code relating to public limited companies: <ul style="list-style-type: none"> • Jean-Pierre Clamadieu °, Chairman • Fabrice Brégier ° • Françoise Malrieu ° • Ross McInnes ° • Marie-José Nadeau ° • Lord Ricketts of Shortlands ° ➤ 1 Director representing the French State appointed pursuant to Article 4 of the ordinance No.2014-948 of 20 August 2014 relating to governance and operations on the capital of the <i>Sociétés à participation</i>; <ul style="list-style-type: none"> • Isabelle Bui ➤ 2 Directors proposed by the French State pursuant to the Article 6 the Drecree of August 20, 2014 ; <ul style="list-style-type: none"> • Patrice Durand • Mari-Noëlle Jégo-Laveissière ➤ 3 Directors representing employees and 1 Director representing employee shareholders, Pursuant to Articles L225-23 and L225-27 and following of the French Commercial Code: <ul style="list-style-type: none"> • Christophe Aubert • Alain Beullier • Christophe Agogué • Philippe Lepage <p>A French Government Commissioner (Michel Laurent) or a Deputy French Government Commissioner (Anne-Florie Coron) also attend Board Meetings, each in an advisory capacity.</p> <p>(° Independent Director)</p>
2.12	Accounting Method for consolidated accounts	The Group's consolidated financial statements for the year ended December 31, 2019 have been prepared in accordance with IFRS as published by the International Accounting Standards Board (IASB) and endorsed by the European Union.
2.13	Accounting year	Starting on 01/01, ending on 31/12
2.13.1	Date of the last General Annual Meeting	May 14, 2020
2.14	Fiscal year	Starting on 01/01, ending on 31/12

2.15	Independent auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual accounts	
2.15.1	Independent auditors	<p>Statutory Auditors :</p> <p>Ernst & Young et Autres 1/2, place des Saisons, 92400 Courbevoie – Paris La Défense 1, France</p> <p>Deloitte & Associés 6 place de la Pyramide, 92908 Paris-La Défense Cedex, France</p> <p>Alternate Statutory Auditors :</p> <p>AUDITEX (Alternate Statutory Auditor for Ernst & Young et Autres) 1/2, place des Saisons, 92400 Courbevoie - Paris La Défense 1</p> <p>BEAS (Alternate Statutory Auditor for Deloitte & Associés) 6 place de la Pyramide, 92908 Paris-La Défense Cedex, France</p>
2.15.2	Independent auditors report	<p>The Auditors' opinions appear on:</p> <p>2019: annual financial statements page 392 and annual financial consolidated statements page 340 of <i>Document d'Enregistrement Universel 2019</i>.</p> <p>2018: annual financial statements page 388 and annual financial consolidated statements page 334 of <i>Document de Référence 2018</i>.</p>
2.16	Other equivalent programmes of the issuer	<p>USD 4.500.000.000 US Commercial Paper Programme EUR 25.000.000.000 Euro Medium Term Note Programme</p>
2.17	Rating of the issuer	The issuer is rated by , Standard & Poor's, Moody's and Fitch.
2.18	Additional information on the issuer	Optional*

* Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

3. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER		
Article D. 213-9, 4° of the French Monetary and Financial Code and subsequent amendments		
3.1	Person(s) responsible for the Financial Documentation concerning the programme of NEU CP	Sergio Val Deputy Chief Financial Officer
3.2	Declaration of the person(s) responsible for the Financial Documentation concerning the programme of NEU CP	To the best of my knowledge, the information provided by the issuer in the financial documentation, is accurate, precise and does not contain any omissions likely to affect its scope or any false or misleading information
3.3	Date, Place of signature, Signature	Executed in Paris, July 2, 2020 

ANNEXES		
Annex I	Rating(s) of the programme	<p>STANDARD & POOR'S RATING The credit rating assigned to this programme by Standard & Poor's may be consulted on the following web address:</p> <p>https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/details/-/instrument-details/debtType/COMMPAPER/entityId/100916</p> <p>MOODY'S INVESTORS SERVICE The credit rating assigned to this programme by Moody's may be consulted on the following web address:</p> <p>https://www.moodys.com/credit-ratings/ENGIE-SA-credit-rating-308000</p> <p>Fitch The credit rating assigned to this programme by Fitch may be consulted on the following web address:</p> <p>https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/80361337#</p>
Annex II	Documents available to the shareholders annual general meeting or the equivalent body ²	<p>ENGIE's Universal Registration Document 2019 See ENGIE website https://www.engie.com/investisseurs/documents-de-reference and click on « Universal Registration Document 2019 »</p> <p>ENGIE's Registration Document for the year ended 2018 See ENGIE website https://www.engie.com/investisseurs/documents-de-reference and click on « Consult the 2018 Registration Document »</p>
Annex III	Amendment, if appropriate, under electronic and paper form (signed)	None

² The information set out in Article D. 213-9 of the Monetary and Financial Code, including documents made available to the General Meeting of Shareholders or the body acting in its stead, shall be communicated to any person who so requests, in accordance with Article D. 213-13 of the French monetary and financial code.